

D 1099 HAÏTI: POINTS DE VUE CATHOLIQUES

L'importance du facteur religieux dans le soulèvement national contre Duvalier, suivi de la chute du régime, a été relevée par tous les observateurs attentifs à la réalité haïtienne (cf. DIAL D 1087). Après l'opération "déchoukage" (arrachage, en créole) c'est le temps des premières réflexions à tête reposée. Dans ce document nous reproduisons deux textes:

- 1) le message des communautés de base de Gonaïves, d'où est parti le mouvement insurrectionnel, message du 27 février 1986;
- 2) le message pastoral des évêques d'Haïti, du 7 mars suivant.

Le lecteur notera les différences de tonalité entre ces deux déclarations.

Note DIAL

1- Déclaration des communautés de base de Gonaïves

MESSAGE POUR QUE NOUS CHANGIONS NOTRE COEUR Carême 1986

Nous saluons tous les chrétiens et tous les hommes de bonne volonté du diocèse de Gonaïves, spécialement en ce temps de Carême qui nous invite à changer notre façon de vivre, en cette année qui annonce une délivrance pour notre pays. Nous, c'est-à-dire, toutes les communautés de base de l'Eglise diocésaine qui, depuis plusieurs années, travaillent pour parvenir à dire: "l'Eglise, c'est nous. Nous, c'est l'Eglise".

Depuis 1982 (1) nous nous réjouissons d'entendre tout le monde, du haut en bas de l'Eglise, répéter "l'Eglise, c'est nous. Nous, c'est l'Eglise". Cela a constitué un grand espoir qui nous a soutenus pendant ce temps de la dictature et de la répression, même si nous sommes obligés de dire que ce n'est pas encore complètement réalisé dans notre diocèse ni dans l'Eglise d'Haïti.

Pendant ce mois de février, on entend beaucoup de gens dire que c'est l'Eglise qui a fait le "déchoukage" (2), mais il faut reconnaître que c'est le peuple haïtien qui est l'auteur de sa propre libération. Il est vrai qu'il y a des chrétiens qui ont cherché à travailler à la conscientisation du peuple, qui se sont engagés à fond pour la délivrance. Pourtant, il y a de nombreux secteurs qui sont restés bien tièdes, qui s'étaient habitués à baisser la tête, à fermer la bouche devant la dictature. Il y a beaucoup de responsables d'Eglise, à tous les niveaux, qui, pour protéger les institutions de l'Eglise, les habitudes de l'Eglise, leurs propres pouvoirs, et parce qu'ils avaient peur de parler de politique, avaient fini par se rendre complices du pouvoir duvaliériste.

En vérité, il nous faut reconnaître que vingt-neuf ans de dictature et de manque de liberté ont déformé, abîmé beaucoup de personnes de toutes conditions,

[1] Le symposium, réuni dans le cadre du Congrès eucharistique et marial, avait dans son acte final lancé la formule "l'Eglise, c'est nous. Nous, c'est l'Eglise"; et aussi le fameux "Il faut que des choses changent ici", que Jean-Paul II devait reprendre le 7 mars 1983 dans son discours de Port-au-Prince.

[2] "Déchouker" en langue créole = déraciner, arracher (la mauvaise herbe...) une expression à la mode en ce moment.

aussi bien dans la société que dans l'Eglise. Cela explique que c'est parmi les jeunes qui n'ont pas été atteints, c'est dans le peuple qui n'a jamais connu les faveurs de la dictature, que l'on trouve les véritables moteurs de l'actuel travail de libération.

C'est pourquoi, en ce Carême, nous demandons que l'Eglise balaye dans sa maison, qu'elle ne se hâte point de se hausser du col, profitant d'une louange qu'elle n'a pas toujours méritée; le peuple de Dieu qui était dans la bataille a déjà, lui, fêté son contentement. Il faut le dire nettement, il y en a parmi nous qui ont manqué de courage dans tous ces événements. Nous n'avons pas parlé haut et clair, nous n'avons pas appelé la dictature par son nom, nous n'avons pas eu une parole claire sur des vols organisés, sur l'économie du pays qui ne cessait de se dégrader, sur l'esclavage de notre peuple aussi bien en République dominicaine (3) qu'ailleurs. Pourquoi? Parce que l'Eglise ne vit pas au milieu du peuple à l'exemple de Jésus qui allait écouter les appels du peuple. Alors que nous voyons de quelle façon les responsables de l'Eglise des Philippines ont osé dire à l'ex-président Marcos le genre d'actes malhonnêtes qu'il faisait, nous comprenons la nécessité que surgisse un nouveau visage de l'Eglise en Haïti.

En ce temps de Carême 1986, l'heure est venue de nous ressaisir:

- Il y a eu, à tous les niveaux, des membres de l'Eglise qui étaient d'accord avec la dictature, qui en ont bénéficié: il faut qu'ils déclarent aujourd'hui devant le peuple qu'ils le regrettent.
- L'habitude de complicité avec le pouvoir: il faut que ça change, il faut qu'elle disparaisse complètement.

Ainsi nous commencerons à voir que l'Eglise n'est pas une pyramide mais qu'elle est vraiment une communion, ce par quoi elle est peuple de Dieu.

- Nous demandons que tous ceux qui n'ont pas élevé la voix avant le 6 février, baissent le volume de leurs déclarations, après que soit intervenu le grand "déchoukage" du 7 février.

- Nous demandons que l'Eglise ne se dépêche pas de prêcher une réconciliation hâtive, sans réclamer en même temps réparation et justice. Si nous n'avons pas demandé que cessent les pillages commis par les Duvalier-Bennett, quelle autorité morale avons-nous pour demander aujourd'hui aux gens de ne gaspiller? Nous ne sommes absolument pas d'accord avec le pillage, mais il faut aussi réclamer justice. Et tant que nous n'aurons pas ouvert un chemin de justice devant le peuple, nous sommes en partie responsables des vengeances qui se produisent.

- De même que nous avons demandé que les assassins des trois jeunes des Gonaïves (4) soient traduits en jugement, de même nous demandons que les criminels reconnaissent leur culpabilité devant la société. Faute de quoi, un risque de vengeance et de menace restera suspendu sur la tête du peuple, comme nous le voyons à Port-de-Paix où l'on a empoisonné l'eau des réservoirs (5).

- Nous demandons que l'Eglise aide le peuple à trouver la sécurité pour aujourd'hui et pour demain. Dans cette perspective, l'Eglise doit aider le peuple à exprimer bien clairement tout ce qu'il ne veut plus voir comme tout ce qu'il souhaite voir se réaliser.

- Et surtout, nous demandons que l'Eglise change de visage à la faveur de ces événements, de sorte qu'elle travaille sans trêve à la libération de tous ceux qui souffrent. Ce qui signifie que tous les responsables: évêques, prêtres, religieus-

[3] Allusion au trafic de coupeurs haïtiens de canne à sucre, véritable traite d'esclaves fort lucrative pour certains profiteurs et pour le gouvernement de Duvalier.

[4] Le 28 novembre 1985, trois jeunes lycéens ont été assassinés dans cette ville; ce crime devait déclencher le processus de l'insurrection dans tout le pays. Gonaïves est devenue le symbole de la libération en marche.

[5] Plusieurs personnes ont dû être hospitalisées à la suite de cet acte criminel commis par des "macoutes" téléguidés par quelques notables de l'ancien régime.

ses, frères, chefs de communautés et autres animateurs quittent leur fauteuil, aillent écouter le peuple et se mettent à son service. Ainsi "l'Eglise, c'est nous. Nous, c'est l'Eglise" deviendra une réalité.

Nous demandons au peuple de Dieu qui est dans le diocèse de Gonaïves, également à tous les autres diocèses, de répondre à cet appel. Ainsi nous préparerons une fête de Pâques toujours plus belle.

Les communautés de base du diocèse de Gonaïves
27 février 1986

2- Déclaration des évêques du pays

MESSAGE PASTORAL DES ÉVÊQUES D'HAÏTI

Frères et Soeurs bien-aimés,

Il y a exactement un mois, le peuple haïtien célébrait, dans la joie, l'événement du 7 février vécu comme une libération. A cette occasion, les évêques d'Haïti avaient lancé un appel au pardon et à la réconciliation. Appel répercuté par les médias d'information et repris par le pape Jean-Paul II, lors de l'audience générale du 12 février 1986 où il disait: *"Je fais miennes les paroles des évêques d'Haïti et j'envoie une salutation affectueuse à ce cher peuple d'Haïti en demandant au Seigneur de le guider sur le chemin de la paix, de la prospérité et de la concorde nationale"*.

Aujourd'hui, nous voudrions prolonger cet appel par un nouveau message sur certaines valeurs fondamentales, indispensables à la reconstruction nationale; valeurs de liberté, de participation et de communion. Mais avant de voir comment reconstruire une société fondée sur ces valeurs, il nous faut dire d'abord qui sont les acteurs de ce mouvement de libération et quel a été le rôle de l'Eglise dans ce mouvement.

Les acteurs de ce mouvement, ce n'était pas telle personne, tel groupe, telle catégorie sociale, mais le peuple haïtien tout entier et, dans ce peuple, la jeunesse haïtienne en particulier.

Depuis de longues années, le tissu social haïtien a été lacéré. Des germes de division ont été introduits dans la famille, dans l'administration, les services publics, les associations avec, pour conséquence, la peur, la suspicion, l'impuissance à créer, à développer et à rassembler. On a vu s'accroître la misère, les abus, les injustices, la corruption.

Il fallait refaire ce tissu déchiré, il fallait reconstituer la communauté, il fallait rassembler le peuple.

L'Eglise, mère et éducatrice, dans le cadre de sa mission, s'est évertuée humblement et avec les moyens dont elle dispose, à dénoncer les injustices, à stimuler la participation et à promouvoir la communion.

En effet, au cours des dernières années, toute une succession d'activités, de manifestations ont permis au peuple de s'identifier, de se mobiliser et de s'engager:

- le Congrès eucharistique et marial national a permis aux chrétiens de se réunir, à la base, dans des groupes de réflexion;
- les congrès régionaux avec accueil des délégations des autres diocèses ont favorisé une prise de conscience et des échanges au niveau du pays;

- avec le Symposium national et son message, le peuple s'est identifié comme peuple de Dieu: "L'Egliz se nou. Nou se l'Egliz", et s'est mobilisé pour un changement: "Kote nou? Min nou?";
- les documents de la Conférence épiscopale - messages de Noël, déclaration sur les fondements de l'intervention de l'Eglise dans le domaine social et politique - et les publications communes avec la Conférence haïtienne des religieux ont contribué à la conscientisation de notre peuple;
- la visite du pape Jean-Paul II a ouvert davantage les esprits à la dimension universelle de l'Eglise;
- l'Année internationale de la jeunesse a suscité chez les moins de trente ans un profond désir de changement.

Le peuple s'est reconnu dans cette Eglise qui réunissait et mobilisait les gens en partant de la Parole de Dieu et de la réalité humaine.

Une Eglise qui se prend telle qu'elle est, avec ce qu'elle a. Une "Eglise-auc-réal" avec toujours des ambiguïtés, des hésitations, des tensions... C'est cette Eglise-là qui a réuni et mobilisé, et qui a la confiance du peuple.

Les obstacles sont levés, mais il reste beaucoup à faire. Quels seront les acteurs du changement? Le peuple, tout le peuple. Ce peuple "aux mains nues". Ce peuple ne peut laisser l'initiative aux groupes de pillage et de vengeance. Ce peuple ne doit pas être l'objet de manipulation d'aucune sorte. Ce peuple doit être respecté et écouté par les responsables du pouvoir, les catégories socio-professionnelles, les leaders politiques et par tous ceux qui sont appelés à le guider.

Au jour même des événements, l'Eglise a appelé au calme, à la réconciliation, au respect des biens et des personnes.

L'Eglise lance aujourd'hui un appel à la justice. L'Eglise demande à chacun de ne pas se faire justice. Elle refuse les règlements de compte. Mais il faut que justice soit faite pour que le peuple ne se fasse pas justice à lui-même et ne se livre pas à des excès regrettables. L'Eglise demande que soient mises en place des commissions d'enquête et des structures judiciaires adéquates.

L'Eglise demande, à la suite de Jean-Paul II, de respecter l'homme créé à l'image de Dieu. Elle réclame que la torture soit à jamais abolie des prisons et des établissements pénitenciers. Elle exige, au nom de la dignité humaine, que le sort des prisonniers soit amélioré.

L'Eglise s'était récemment engagée dans un projet d'alphabétisation. Elle entend renforcer cette décision pour permettre à la masse des Haïtiens de participer de façon active et responsable à la vie de la nation.

Que chaque Haïtien puisse désigner lui-même, par écrit, ses candidats aux fonctions électives! Pour cela, il faut mobiliser les jeunes au service de l'alphabétisation du peuple haïtien. C'est une occasion unique qui leur est offerte de mettre à la disposition du pays leurs connaissances. Ce sera un événement considérable le jour où ce peuple pourra, pour la première fois dans l'histoire de ce pays, prendre une part réelle à la désignation de ses dirigeants.

Frères et Soeurs bien-aimés,

Le personnage principal d'Haïti, c'est le peuple haïtien. C'est lui qui doit être au centre de toutes les préoccupations. C'est en fonction de lui que le développement économique et social de la nation doit s'organiser.

Or, ce peuple nous indique les voies haïtiennes du développement intégral de l'homme:

- les voies de la libération de la Parole;
- les voies de la Participation.
- les voies de la Communion.

Tout projet de société en Haïti doit déboucher dans ces voies, car,

- pour que le peuple haïtien puisse s'exprimer, il faut que sa parole soit libérée;
- pour qu'il puisse participer, il faut qu'il soit alphabétisé;
- pour qu'il puisse construire la communauté, il faut qu'il demeure uni dans la vérité, la justice et l'amour.

Donné au siège de la Conférence épiscopale haïtienne le 7 mars 1986.

(Diffusion DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)